

France, en Allemagne et en Italie (Tableau 5)<sup>36</sup>. Au Mexique, les avantages non salariaux et la participation aux bénéfices, aux termes de laquelle toutes les firmes doivent distribuer à leurs employés 10 % de leurs profits avant impôt, ajouteraient plus de 70 % aux coûts salariaux de base<sup>37</sup>.

Mais surtout, un bas niveau en ce qui concerne la rémunération totale ou les salaires ne signifie pas nécessairement une production à faible coût. Si des faibles coûts de rémunération équivalaient à de faibles coûts de production dans le secteur manufacturier, il s'ensuivrait qu'avec un coût salarial horaire de 35 cents US (Tableau 6), Sri Lanka serait une puissance économique<sup>38</sup>. Mais Sri Lanka n'est pas un grand pays manufacturier. Les écarts salariaux reflètent les écarts dans la productivité de la main-d'oeuvre de différents pays. De façon générale, c.-à-d. à l'exception de secteurs protégés où les travailleurs et les employeurs bénéficient de rentes économiques, les salaires supérieurs sont fonction d'une productivité supérieure. Les faibles salaires dans des pays comme Sri Lanka et le Mexique reposent sur l'abondance de la main-d'oeuvre et une faible productivité. Le ministère des Finances estime que la productivité du travailleur canadien dans le secteur manufacturier est 6,5 fois celle de son homologue mexicain<sup>39</sup>.

---

<sup>36</sup> U.S. Department of Labor, Bureau of Labor Statistics, «International Comparisons of Hourly Compensation Costs for Production Workers in Manufacturing», Report 844, avril 1993, p. 13.

<sup>37</sup> Business International Corporation, Investing Licensing And Trading Conditions Abroad. Americas, septembre 1992.

<sup>38</sup> U.S. Department of Labor, Bureau of Labor Statistics, «International Comparisons of Hourly Compensation Costs for Production Workers in Manufacturing», Report 844, avril 1993. Le calcul des coûts salariaux se fait dans la monnaie du pays concerné puis le résultat est converti en dollars américains au taux de change en vigueur. Les mesures effectuées ne donnent pas d'indication des niveaux de vie relatifs ni du pouvoir d'achat. De plus, les mesures de la rémunération totale, même sur la base du pouvoir d'achat, constituent de mauvais indicateurs du niveau de vie puisque les taux de l'imposition (tant directe qu'indirecte) varient et que même si la rémunération avant impôt était la même, le revenu disponible (ce qui compte vraiment pour le travailleur) varierait.

<sup>39</sup> Ministère des Finances, Canada, «L'Accord de libre-échange nord-américain : évaluation économique selon une perspective canadienne», novembre 1992, p. 56. L'analyse est fondée sur des données de 1989.